

	ZONE DE POLICE – POLITIEZONE	INTERVENTIONS - TUSSENKOMSTEN SALDUZ III & IV	MONTANT EN EUROS - BEDRAG IN EURO
5457	Anzegem/Avelgem/Spiere-Helkijn/Waregem/Zwevegem	3.063	15.249,89
5458	Deerlijk/Harelbeke	1.518	7.557,73
5459	Alveringem/Lo-Reninge/Veurne	511	2.544,14
5460	Diksmuide/Houthulst/Koekelare/Kortemark	1.346	6.701,39
5461	De Panne/Koksijde/Nieuwpoort	1.475	7.343,65
5462	Heuvelland/Ieper/Langemark-Poelkapelle/Mesen/Moorslede/ Poperinge/Staden/Vleteren/Wervik/Zonnebeke	4.779	23.793,42
5853	Lanaken/Maasmechelen	1.322	6.581,90
5904	Beveren/Sint-Gillis-Waas/Stekene	2.888	14.378,61
5905	Beersel/Halle/Sint-Pieters-Leeuw	2.375	11.824,52
5906	Mechelen/Willebroek	4.524	22.523,84
5907	Hasselt/Zonhoven/Diepenbeek/Halen/Herk-de-Stad/Lummen	3.441	17.131,86
5908	Bertem/Huldenberg/Oud-Heverlee/Tervuren	1.179	5.869,94
5909	Genk/Zutendaal/As/Oudsbergen/Houthalen-Helchteren/ Bocholt/Bree/Kinrooi	4.510	22.454,13
5910	Landen/Linter/Zoutleeuw/Hoegaarden/Tienen	2.538	12.636,05
5911	Deinze/Zulte/Lievegem	2.184	10.873,58
	<b>TOTAL – TOTAAL</b>	<b>416.591</b>	<b>2.074.099,88 EUR</b>

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 11 décembre 2019 portant attribution d'une dotation fédérale en soutien aux coûts inhérents à l'exécution de la loi SALDUZ par la police locale durant l'année 2019.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
P. DE CREM

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 11 december 2019 houdende de toekenning van een federale dotatie ter ondersteuning van de kosten inherent aan de uitvoering van de wet SALDUZ door de lokale politie gedurende het jaar 2019.

Gegeven te Brussel, 11 december 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR  
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

[C – 2019/31095]

**11 DECEMBRE 2019. — Arrêté royal portant l'octroi à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une subvention sociale fédérale pour l'année 2019**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature, attribue pour l'exercice 2019, à la commune ou à la zone de police pluricommunale, une subvention sociale fédérale, en compensation partielle des cotisations dont elles sont redevables à l'Office national de sécurité sociale (ONSS).

Pour les zones monocommunes, la subvention est attribuée à la commune tandis que, pour les zones pluricommunes, elle est octroyée à la zone de police. Dans les deux cas, le montant octroyé est payé par l'Autorité fédérale à l'ONSS. L'ONSS reçoit ces fonds pour le compte des communes ou zones de police pluricommunes visées et les déduits des cotisations dont ces communes ou zones de police lui sont redevables.

L'enveloppe initiale a été calculée selon les modalités explicitées dans l'arrêté royal du 6 janvier 2003 portant l'octroi à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une allocation sociale fédérale pour l'année 2003, paru au *Moniteur belge* le 21 janvier 2003. Comme décrit dans ce même arrêté, cette année-là fut déjà le début de la transition progressive d'une répartition des moyens en fonction du coefficient salarial du mois d'août 2002 (90%) à une répartition selon la clé de

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN  
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

[C – 2019/31095]

**11 DECEMBER 2019. — Koninklijk besluit houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale sociale toelage voor het jaar 2019**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb te Uwer ondertekening voor te leggen, kent voor het werkingsjaar 2019 aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone een federale sociale toelage toe, ter gedeeltelijke compensatie van de bijdragen die zij aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ) verschuldigd zijn.

Voor de eengemeentezone wordt de toelage aan de gemeente toegekend, terwijl ze voor de meergemeentezones aan de politiezone wordt toegekend. In beide gevallen wordt het toegekende bedrag door de Federale overheid aan de RSZ betaald. De RSZ ontvangt deze gelden voor rekening van de bedoelde gemeenten of meergemeentepolitiezones en brengt deze in mindering van de bijdragen die deze gemeenten en politiezones aan de RSZ verschuldigd zijn.

De initiële enveloppe werd berekend volgens de modaliteiten zoals toegelicht bij het koninklijk besluit van 6 januari 2003 houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale sociale toelage voor het jaar 2003, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 2003. Datzelfde jaar werd - zoals toegelicht in hetzelfde besluit - reeds een aanvang gemaakt met de geleidelijke overgang van een verdeling van de middelen in functie van

répartition scientifique (10%), communément dénommée « norme KUL ». Cette transition allait de pair avec le lancement d'un système de solidarité complémentaire.

Les montants pour l'année 2019 sont obtenus en multipliant les montants attribués par l'arrêté royal du 20 décembre 2018 portant l'octroi à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une allocation sociale fédérale pour l'année 2018 - publié au *Moniteur belge* du 31 décembre 2018 - par le taux de croissance de 1,3%, inflation prévue en 2019 par la circulaire budgétaire ABB5/433/2018/98/08 'Préfiguration du budget initial 2019 et des estimations pluriannuelles 2020 et 2021 - directives' du Service public fédéral Stratégie et Appui.

Par l'effet de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et de l'arrêté royal du 20 décembre 2016 portant exécution de certaines de ses dispositions, les zones de police sont redevables en 2019 d'une cotisation patronale de 34% de la masse salariale à l'ONSS.

La loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives prévoit pour sa part qu'« Une subvention à charge du Trésor public (à savoir la subvention sociale fédérale) est accordée aux communes ou aux zones de police pluricommunales pour compenser la charge résultant de l'application aux gendarmes et militaires transférés dans les zones de police de la cotisation patronale visée à l'article 5 (pour les pensions). »

Comme défini par l'arrêté royal du 6 janvier 2003 mentionné ci-dessus, l'enveloppe initiale de la subvention sociale fédérale - qui a été reconduite jusqu'à présent par indexations successives - a été définie sur base d'une contribution patronale pour les pensions de 20% de la masse salariale des gendarmes et militaires transférés.

L'exécution conforme de la loi du 6 mai 2002 implique qu'il soit effectivement tenu compte de l'augmentation de 14% de la cotisation patronale pour les pensions et que la part de la subvention sociale fédérale consacrée à la compensation de ces cotisations intègre cette augmentation pour s'établir à 34%.

En ce qui concerne le mécanisme de solidarité complémentaire, le gouvernement a décidé de prolonger la transition progressive d'une répartition des moyens en fonction du coefficient salarial du mois d'août 2002 (15%) à une répartition selon une clé de répartition scientifique (85%), communément dénommée "norme KUL", avec maintien des mêmes règles pour le système de solidarité que les années précédentes.

Le système de solidarité prend effet lorsque le résultat du calcul à 100% en fonction du coefficient salarial du mois d'août 2002 est plus favorable que le résultat à 15%/85%.

Ce mécanisme de solidarité consiste à octroyer le montant à 100% aux zones dans la situation 2 ou 6, quartiles q1, q2 et également au quartile q3 lorsqu'il s'agit de zones frontalières.

Pour les zones qui se trouvent dans la situation 2 ou 6, quartile q3 (zone non frontalière), le résultat, calculé à l'aide de la clé de répartition 15%/85%, sera majoré de la moitié de la différence entre le résultat calculé à 100% et celui calculé en application de la clé de répartition 15%/85%.

Les notions de quartiles 1 et 2 sont liées aux moyens fiscaux d'une zone de police, exprimée par le biais du revenu imposable par habitant. Le quartile indique la position d'une zone de police dans les listings, triés par ordre décroissant, de revenus imposables par habitant. Une zone du 1<sup>er</sup> quartile se situe parmi les 25% d'observations au bas de la liste (fait donc partie des 25% des zones de police « les plus pauvres »), une zone du 2<sup>ème</sup> quartile se situe entre les 25% et 50% des observations (cette zone est donc « moins pauvre »), une zone du 3<sup>ème</sup> quartile se trouve entre les 50% et 75% des observations (cette zone est donc « plus riche que la moyenne ») et une zone du 4<sup>ème</sup> quartile se trouve dans les 25% les plus élevés de l'ensemble.

Cette solidarité est soutenue par les communes ou zones de police pluricommunales qui se trouvent dans la situation 1 ou 3, où le calcul selon la clé de répartition 15%/85% est plus avantageux que le calcul à 100% en fonction du coefficient salarial du mois d'août 2002.

Les zones de police précitées relevant de la situation 1 ou 3 octroient chacune par solidarité un même pourcentage de la différence positive entre, d'une part, le résultat, pour leur zone, du calcul visé à l'article 4 et, d'autre part, le résultat, pour leur zone, du calcul par lequel 100% du montant total de la subvention sociale fédérale serait réparti en fonction du coefficient salarial.

Le pourcentage qui est appliqué sur la différence positive équivaut à 100 fois le rapport entre, d'une part, au numérateur, le montant total qui doit être octroyé par solidarité aux zones de police dans la situation 2

de weddencoëfficiënt van de maand augustus 2002 (90%) naar een verdeling volgens een wetenschappelijke verdeelsleutel (10%), algemeen bekend als de "KUL-norm". Deze overgang ging gepaard met het opstarten van een toekomstig solidariteitssysteem.

De bedragen voor het jaar 2019 werden bekomen door de toegekende bedragen in het koninklijk besluit van 20 december 2018 houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale sociale toelage voor het jaar 2018 - verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2018 - te vermeerderen met een groeipercentage van 1,3%, de inflatie voor 2019 zoals voorzien in de begrotingsomzendbrief ABB5/433/2018/98/08 'Voorafbeelding van de initiële begroting 2019 en van de meerjarenramingen 2020 en 2021 - richtlijnen' van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning.

Door de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones en het koninklijk besluit van 20 december 2016 tot uitvoering van sommige bepalingen ervan, zijn de politiezones voor 2019 een werkgeversbijdrage verschuldigd aan de RSZ van 34% van de weddenmassa.

De wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen voorziet dat : « Een toelage ten laste van de Staatskas (te weten de federale sociale toelage) wordt toegekend aan de gemeenten of aan de meergemeentepolitiezones ter compensatie, wat de naar de politiezones overgeheveld rijkswachters en militairen betreft, van de last die voortvloeit uit de in artikel 5 bedoelde werkgeversbijdrage (voor de pensioenen). »

Zoals bepaald bij het bovenvermelde koninklijk besluit van 6 januari 2003, werd de initiële enveloppe van de federale sociale toelage - die tot nu toe werd verlengd door opeenvolgende indexaties - berekend op basis van een werkgeversbijdrage van 20% van de weddenmassa van de overgeheveld rijkswachters en militairen.

De conforme uitvoering van de wet van 6 mei 2002 impliceert dat er effectief rekening moet worden gehouden met de verhoging met 14% van de werkgeversbijdrage voor de pensioenen en dat deze verhoging vervat zit in het deel van de federale sociale toelage tot compensatie van deze bijdragen, om zo op 34% te komen.

Wat betreft het toekomstige solidariteitsmechanisme heeft de regering besloten de geleidelijke overgang van een verdeling van de middelen in functie van de weddencoëfficiënt van de maand augustus 2002 (15%) naar een verdeling volgens de wetenschappelijke verdeelsleutel (85%), algemeen gekend als de "KUL-norm", verder door te trekken met behoud van dezelfde regels voor het solidariteitssysteem als de voorgaande jaren.

Het solidariteitssysteem treedt in werking wanneer het resultaat van de berekening aan 100% in functie van de weddencoëfficiënt van de maand augustus 2002, gunstiger is dan het resultaat aan 15%/85%.

Dit solidariteitsmechanisme bestaat erin dat voor de zones in de situaties 2 of 6, kwartielen q1, q2 en, indien ze een grenszone zijn, q3, het bedrag aan 100% zal toegekend worden.

Voor de zones die zich in de situaties 2 of 6, kwartiel q3 (niet grenszone) bevinden zal het resultaat, berekend met de verdeelsleutel 15%/85%, vermeerderd worden met de helft van het verschil tussen het resultaat berekend aan 100% en dit berekend met toepassing van de verdeelsleutel 15%/85%.

De begrippen kwartiel 1 en 2 staan in relatie met de fiscale draagkracht van een politiezone, uitgedrukt middels het belastbaar inkomen per inwoner. Het kwartiel duidt de positie van een politiezone aan in de gesorteerde listings in dalende volgorde van belastbaar inkomen per inwoner. Een zone in q1 bevindt zich in de onderste 25% observaties van de lijst (hoort dus bij de 25% « armste » politiezones), een zone in q2 bevindt zich tussen de 25% en de 50% van de observaties (en is dus « minder arm »), een zone in q3 bevindt zich tussen de 50% en 75% van de observaties (en is dus « rijker dan het doorsnee gemiddelde ») en een zone in q4 bevindt zich in de hoogste 25% van het geheel.

Deze solidariteit wordt gedragen door de gemeenten of meergemeentepolitiezones die zich in de situatie 1 of 3 bevinden en waarbij de berekening volgens de verdeelsleutel 15%/85% voordeliger is dan de berekening aan 100% in functie van de weddencoëfficiënt van de maand augustus 2002.

De voormelde politiezones in de situatie 1 of 3 staan elk in solidariteit eenzelfde percentage af van het positief verschil tussen enerzijds het resultaat voor hun zone van de berekening zoals bepaald in artikel 4 en anderzijds het resultaat voor hun zone van de berekening waarbij 100% van het totaalbedrag van de federale sociale toelage zou worden verdeeld in functie van de weddencoëfficiënt.

Het percentage dat op het positief verschil wordt toegepast is gelijk aan 100 maal de verhouding tussen enerzijds, in de teller, het totaalbedrag dat in solidariteit aan de politiezones in de situaties 2 of 6,

ou 6, quartiles q1, q2 et q3 (zone frontalière) comme fixé à l'article 5, en plus du calcul fixé à l'article 4 et d'autre part, au dénominateur, le total de toutes les différences positives susmentionnées des zones de police concernées dans la situation 1 ou 3.

Une annexe est jointe à l'arrêté royal. Celle-ci mentionne par zone de police les montants de la subvention sociale qui sont octroyés, selon le cas, à la commune ou à la zone de police pluricommunale.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,  
La Ministre des Affaires sociales,  
M. DE BLOCK  
Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
P. DE CREM

**11 DECEMBRE 2019. — Arrêté royal portant l'octroi à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une subvention sociale fédérale pour l'année 2019**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 mai 2002 portant création du Fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale, les articles 10 à 16 ;

Vu la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives, l'article 16 alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu la loi du 12 mai 2014 portant création de l'office des régimes particuliers de sécurité sociale, l'article 46, 1<sup>o</sup> ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2016 pris pour l'année 2019 en exécution de l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 1), de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives, l'article 1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2018 portant l'octroi à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une allocation sociale fédérale pour l'année 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 15 juillet 2019 ;

Vu l'avis du Conseil des bourgmestres, donné le 18 septembre 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 octobre 2019 ;

Sur la proposition du Ministre des Affaires Sociales et du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté royal, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> « norme KUL » : la clé de répartition pécuniaire objective, scientifiquement élaborée, telle que visée à l'annexe I, chapitre II, point 3, chapitre III, dernier alinéa et chapitre IV de l'arrêté royal du 24 décembre 2001 relatif à l'octroi d'une avance sur la subvention fédérale de base pour l'année 2002 aux zones de police et d'une allocation à certaines communes ;

2<sup>o</sup> « Situation 1 » : la situation financière de départ, telle que visée à l'annexe I, chapitre V : Ajustements de la subvention fédérale initiale, alinéa 4, Situation 1, de l'arrêté royal précité du 24 décembre 2001 ;

3<sup>o</sup> « Situation 2 » : la situation financière de départ telle que visée à l'annexe I, chapitre V : Ajustements de la subvention fédérale initiale, alinéa 4, Situation 2, de l'arrêté royal précité du 24 décembre 2001 ;

kwartielen q1, q2 en q3 (grenszone) zoals bepaald in artikel 5, dient te worden verleend bovenop de berekening zoals bepaald in artikel 4 en anderzijds, in de noemer, het totaal van alle positieve verschillen zoals hoger vermeld van de betreffende politiezones in de situaties 1 of 3.

Bij het koninklijk besluit wordt een bijlage gevoegd. De bijlage vermeldt per politiezone de bedragen van de sociale toelage die worden toegekend, naargelang het geval, aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,  
De Minister van Sociale Zaken,  
M. DE BLOCK  
De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

**11 DECEMBER 2019. — Koninklijk besluit houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale sociale toelage voor het jaar 2019**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid, de artikelen 10 tot 16 ;

Gelet op de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen, artikel 16, eerste lid ;

Gelet op de wet van 12 mei 2014 tot oprichting van de dienst voor de bijzondere socialezekerheidsstelsels, artikel 46, 1<sup>o</sup> ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2016 tot uitvoering van artikel 16, eerste lid, 1), van de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen voor het jaar 2019, artikel 1 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2018 houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale sociale toelage voor het jaar 2018 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 15 juli 2019 ;

Overwegende het advies van de Raad van burgemeesters, gegeven op 18 september 2019 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 17 oktober 2019 ;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en van de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit koninklijk besluit wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> "KUL-norm": de wetenschappelijk uitgewerkte, objectieve geldelijke verdeelsleutel, zoals bedoeld in bijlage I, hoofdstuk II, punt 3, hoofdstuk III, laatste lid en hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 24 december 2001 houdende de toekenning van een voorschot op de federale basistoelage voor het jaar 2002 aan de politiezones en van een toelage aan sommige gemeenten ;

2<sup>o</sup> "Situatie 1": de financiële startsituatie zoals bedoeld in bijlage I, hoofdstuk V: Aanpassingen aan de federale basistoelage, vierde lid, Situatie 1, van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 2001 ;

3<sup>o</sup> "Situatie 2": de financiële startsituatie zoals bedoeld in bijlage I, hoofdstuk V: Aanpassingen aan de federale basistoelage, vierde lid, Situatie 2, van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 2001 ;



4° « Situation 3 » : la situation financière de départ telle que visée à l'annexe I, chapitre V : Ajustements de la subvention fédérale initiale, alinéa 4, Situation 3, de l'arrêté royal précité du 24 décembre 2001 ;

5° « Situation 6 » : la situation financière de départ telle que visée à l'annexe I, chapitre V : Ajustements de la subvention fédérale initiale, alinéa 4, Situation 6, de l'arrêté royal précité du 24 décembre 2001 ;

6° « Quartile q1 » : la possibilité fiscale de la zone, exprimée via le revenu imposable par habitant, tel que visé à l'annexe I, chapitre V : Ajustements de la subvention fédérale initiale, alinéa 8, de l'arrêté royal précité du 24 décembre 2001 ;

7° « Quartile q2 » : la possibilité fiscale de la zone, exprimée via le revenu imposable par habitant, tel que visé à l'annexe I, chapitre V : Ajustements de la subvention fédérale initiale, alinéa 8, de l'arrêté royal précité du 24 décembre 2001 ;

8° « ONSS » : Office national de sécurité sociale ;

9° « LPI » : Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

10° « Rémunération fixe » : la rémunération fixe liée au statut comme déterminé à l'article XII.XI.19, alinéa 3, de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;

11° « Coefficient salarial » : la relation entre la masse salariale fixe du mois d'août 2002 des membres du personnel opérationnel fédéral transférés à la zone de police, visés à l'article 235, alinéa 1<sup>er</sup>, de la LPI et la masse salariale fixe de l'ensemble des membres du personnel opérationnel fédéral transférés.

**Art. 2.** Pour l'année 2019, une subvention sociale fédérale est attribuée à la commune ou à la zone de police pluricomcommunale, selon le cas, en compensation partielle des cotisations dues à l'ONSS.

**Art. 3.** La subvention fédérale visée à l'article 2 est imputée sur le fonds d'attribution 66.44.B à concurrence du crédit disponible de 156.656.796,57 EUR.

Ce montant est payé à l'ONSS. L'ONSS reçoit ce paiement pour le compte des communes ou des zones de police pluricomcommunales visées à l'article 2, et déduit ces montants, tels que définis en annexe, du total des cotisations dues par la commune ou la zone de police pluricomcommunale précitée, pour l'année 2019.

**Art. 4.** 85% du montant total de la subvention sociale fédérale visée à l'article 3 sont répartis entre les 185 zones de police sur la base de la norme KUL. Les 15% restants sont déterminés par zone de police sur la base du coefficient salarial.

**Art. 5.** Pour les communes ou zones de police pluricomcommunales qui se trouvent dans la situation 2 ou 6, quartile q1, q2 ou lorsqu'elles se trouvent dans le q3 et qu'il s'agit de zones frontalières du Royaume, il est également procédé à un calcul par lequel 100% du montant total de la subvention sociale fédérale est réparti en fonction du coefficient salarial. Le résultat de ce calcul est comparé avec le résultat obtenu par le biais de la méthode de calcul fixée à l'article 4.

Si le résultat du calcul tel que défini par l'alinéa 1<sup>er</sup> est plus favorable que celui de l'article 4, un mécanisme de solidarité est appliqué. Cette solidarité consiste à octroyer à la commune ou à la zone de police pluricomcommunale qui se trouve dans la situation 2 ou 6, quartile q1, q2 ou q3 lorsqu'il s'agit de zones frontalières du Royaume, le montant qui lui est le plus favorable. Pour la commune ou la zone de police pluricomcommunale non frontalière qui se trouve dans la situation 2 ou 6, quartile 3, le montant qui lui est attribué est calculé de la manière définie à l'article 4 et est majoré de la moitié de la différence entre le résultat de la méthode de calcul prévue par l'alinéa 1<sup>er</sup> et de la méthode prévue à l'article 4.

Ces corrections sont à charge des communes ou des zones de police pluricomcommunales qui se trouvent dans la situation 1 ou 3 et pour lesquelles le calcul défini à l'article 4 est plus favorable que celui par lequel 100% du montant total de la subvention sociale fédérale est réparti en fonction du coefficient salarial, comme prévu dans le présent article.

**Art. 6.** La répartition du montant total de la subvention sociale fédérale visée à l'article 3, en application des règles fixées aux articles 4 et 5, entre les différentes communes et zones de police pluricomcommunales, figure en annexe du présent arrêté.

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

4° "Situatie 3": de financiële startsituatie zoals bedoeld in bijlage I, hoofdstuk V: Aanpassingen aan de federale basistoelage, vierde lid, Situatie 3, van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 2001;

5° "Situatie 6": de financiële startsituatie zoals bedoeld in bijlage I, hoofdstuk V: Aanpassingen aan de federale basistoelage, vierde lid, Situatie 6, van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 2001;

6° "Kwartiel q1": de financiële mogelijkheid van de zone, uitgedrukt via het belastbaar inkomen per inwoner, zoals bedoeld in bijlage I, hoofdstuk V: Aanpassingen aan de federale basistoelage, achtste lid, van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 2001;

7° "Kwartiel q2": de financiële mogelijkheid van de zone, uitgedrukt via het belastbaar inkomen per inwoner, zoals bedoeld in bijlage I, hoofdstuk V: Aanpassingen aan de federale basistoelage, achtste lid, van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 2001;

8° "RSZ": Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

9° "WGP": wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

10° "Vaste bezoldiging": de vaste bezoldiging verbonden aan het statuut, zoals vastgesteld in artikel XII.XI.19, derde lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

11° "Weddencoëfficiënt": de verhouding tussen de vaste loonmassa van de maand augustus 2002 van de overgehevelde federale operationele personeelsleden van de politiezone, zoals bedoeld in artikel 235, eerste lid, WGP en de vaste loonmassa van alle overgehevelde federale operationele personeelsleden.

**Art. 2.** Voor het jaar 2019 wordt aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone, naargelang het geval, een federale sociale toelage toegekend ter gedeeltelijke compensatie van de bijdragen die zij aan de RSZ verschuldigd zijn.

**Art. 3.** De federale toelage bedoeld in artikel 2 wordt aangerekend op het toewijzingsfonds 66.44.B, binnen het beschikbare krediet van 156.656.796,57 EUR.

Het bedrag wordt uitbetaald aan de RSZ. De RSZ ontvangt deze betaling voor rekening van de in artikel 2 bedoelde gemeenten of meergemeentepolitiezones en brengt de bedragen, zoals bepaald in de bijlage, in mindering op het totaal aan bijdragen, verschuldigd door de hoger bedoelde gemeente of meergemeentepolitiezone, voor het jaar 2019.

**Art. 4.** 85% van het totaalbedrag van de federale sociale toelage bedoeld in artikel 3, wordt op basis van de KUL-norm verdeeld onder de 185 politiezones. De overige 15% wordt per politiezone vastgesteld op basis van de weddencoëfficiënt.

**Art. 5.** Voor de gemeenten of meergemeentepolitiezones die zich in de situaties 2 of 6, kwartielen q1, q2, of, indien ze een Rijksgrenszone zijn, q3 bevinden, wordt eveneens een berekening gemaakt waarbij 100% van het totaalbedrag van de federale sociale toelage wordt verdeeld in functie van de weddencoëfficiënt. Het resultaat van deze berekening wordt vergeleken met het resultaat zoals bekomen met de berekeningsmethode bepaald in artikel 4.

Indien het resultaat van de berekening zoals bepaald in het eerste lid gunstiger is dan deze van artikel 4 wordt een solidariteitsmechanisme toegepast. Deze solidariteit bestaat erin dat aan de gemeente of meergemeentepolitiezone die zich in de situaties 2 of 6 en in kwartiel q1, q2, of, indien het Rijksgrenszones betreft, in q3 bevinden, het voor haar meest gunstige bedrag wordt toegekend. Aan de gemeente of meergemeentepolitiezone, andere dan een grenszone, die zich in situatie 2 of 6 en in kwartiel q3 bevindt, wordt het bedrag toegekend, berekend op de wijze zoals bepaald in artikel 4 en vermeerderd met de helft van het verschil tussen het resultaat van de berekeningsmethode zoals bepaald in het eerste lid en de methode zoals bepaald in artikel 4.

Deze correcties komen ten laste van de gemeenten of meergemeentepolitiezones die zich in de situatie 1 of 3 bevinden en waar de berekening zoals bepaald in artikel 4 gunstiger is dan de berekening waarbij 100% van het totaalbedrag van de federale sociale toelage wordt verdeeld in functie van de weddencoëfficiënt, zoals bepaald in huidig artikel.

**Art. 6.** De verdeling van het totaalbedrag van de federale sociale toelage bedoeld in artikel 3, met toepassing van de regels zoals bepaald in de artikelen 4 en 5, over de verschillende gemeenten en meergemeentepolitiezones is hernomen in de bijlage bij dit besluit.

**Art. 7.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

**Art. 8.** Le ministre qui a les Affaires Sociales dans ses attributions et le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 2019.

**PHILIPPE**

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
M. DE BLOCK

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
P. DE CREM

**Art. 8.** De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 december 2019.

**FILIP**

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
M. DE BLOCK

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

**ANNEXE** à l'arrêté royal du 11 décembre 2019 portant l'octroi à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une subvention sociale fédérale pour l'année 2019.

**BIJLAGE** bij het koninklijk besluit van 11 december 2019 houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale sociale toelage voor het jaar 2019

	ZONE DE POLICE - POLITIEZONE	SUBVENTION SOCIALE - SOCIALE TOELAGE
5267	Genappe/Nivelles	593.718,21
5268	Braine-Le-Château/Ittre/Rebecq/Tubize	565.345,62
5269	La Hulpe/Lasne/Rixensart	465.245,68
5270	Chastre/Court-Saint-Etienne/Mont-Saint-Guibert/Villers-La-Ville/Walhain	499.219,95
5271	Wavre	448.209,72
5272	Beauvechain/Chaumont-Gistoux/Grez-Doiceau/Incourt	291.803,86
5273	Braine-l'Alleud	323.316,55
5274	Waterloo	322.712,15
5275	Ottignies-Louvain-La-Neuve	408.452,52
5276	Hélécine/Jodoigne/Orp-Jauche/Perwez/Ramillies	521.012,45
5277	Liège	5.245.642,02
5278	Neupré/Seraing	1.178.439,28
5279	Herstal	474.833,16
5280	Beyne-Heusay/Fléron/Soumagne	477.785,57
5281	Bassenge/Blégny/Dalhem/Juprelle/Oupeye/Visé	859.112,24
5282	Flémalle	338.700,89
5283	Aywaille/Chaufontaine/Esneux/Sprimont/Trooz	767.785,40
5284	Ans/Saint-Nicolas	668.044,99
5285	Awans/Grâce-Hollogne	514.458,18
5286	Berloz/Crisnée/Donceel/Faimes/Fexhe-le-Haut-Clocher/Geer/Oreye/Remicourt/Waremme	471.225,58
5287	Jalhay/Spa/Theux	553.533,90
5288	Aubel/Baelen/Herve/Limbourg/Olne/Plombières/Thimister-Clermont/Welkenraedt	987.722,14
5289	Dison/Pepinster/Verviers	1.272.671,26
5290	Lierneux/Malmédy/Stavelot/Stoumont/Trois-Ponts/Waimes	756.821,24
5291	Amblève/Büllingen (Bullange)/Bütgenbach (Butgenbach)/Burg-Reuland/Sankt Vith (Saint-Vith)	934.243,80
5292	Eupen/Kelmis (La Calamine)/Lontzen/Raeren	1.379.465,02
5293	Braives/Burdinne/Hannut/Héron/Lincent/Wasseiges	430.578,36
5294	Amay/Engis/Saint-Georges-Sur-Meuse/Verlaine/Villers-Le-Bouillet/Wanze	787.784,62
5295	Huy	481.657,73
5296	Anthisnes/Clavier/Comblain-Au-Pont/Ferrières/Hamoir/Marchin/Modave/Nandrin/Ouffet/Tinlot	948.747,16
5297	Arlon/Attert/Habay/Martelange	1.172.474,98
5298	Aubange/Messancy/Musson/Saint-Léger	750.102,21
5299	Chiny/Etalle/Florenville/Meix-Devant-Virton/Rouvroy/Tintigny/Virton	1.073.517,54
5300	Durbuy/Erezée/Gouvy/Hotton/Houffalize/La Roche-en-Ardenne/Manhay/Marche-en-Famenne/Nassogne/Rendeux/Tenneville/Vielsalm	2.210.692,24

	ZONE DE POLICE - POLITIEZONE	SUBVENTION SOCIALE - SOCIALE TOELAGE
5301	Bastogne/Bertogne/Fauvillers/Léglise/Libramont-Chevigny/Neufchâteau/Sainte-Ode/Vaux-Sur-Sûre	1.686.958,75
5302	Bertrix/Bouillon/Daverdisse/Herbeumont/Libin/Paliseul/Saint-Hubert/Tellin/Wellin	1.319.784,17
5303	Namur	1.884.979,06
5304	Eghezée/Gembloux/La Bruyère	501.992,86
5305	Andenne/Assesse/Fernelmont/Gesves/Ohey	879.354,38
5306	Floreffe/Fosse-La-Ville/Mettet/Profondeville	592.723,76
5307	Sambreville/Sombreffe	476.259,56
5308	Jemeppe-Sur-Sambre	221.985,62
5309	Florennes/Walcourt	676.412,25
5310	Beauraing/Bièvre/Gedinne/Vresse-Sur-Semois	655.831,91
5311	Couvin/Viroinval	612.063,48
5312	Anhée/Dinant/Hastière/Onhayé/Yvoir	1.222.353,90
5313	Houyet/Rochefort	642.005,35
5314	Ciney/Hamois/Havelange/Somme-Leuze	990.600,27
5315	Cerfontaine/Doische/Philippeville	759.462,91
5316	Antoing/Brunehaut/Rumes/Tournai	1.633.581,83
5317	Mouscron	821.232,84
5318	Comines-Warneton	473.033,75
5319	Beloil/Leuze-en-Hainaut	611.365,92
5320	Celles/Estaimpuis/Mont-de-l'Enclus/Pecq	594.805,22
5321	Bernissart/Péruwelz	701.447,10
5322	Ath	440.139,21
5323	Ellezelles/Flobecq/Frasnes-Lez-Anvaing/Lessines	701.447,25
5324	Mons/Quévy	2.122.089,91
5325	La Louvière	977.956,74
5326	Brugelette/Chièvres/Enghien/Jurbise/Lens/Silly	582.032,21
5327	Boussu/Colfontaine/Frameries/Quaregnon/Saint-Ghislain	1.576.302,86
5328	Braine-Le-Comte/Ecaussinnes/LeRoeulx/Soignies	1.124.889,20
5329	Dour/Hensies/Honnelles/Quiévrain	733.012,70
5330	Charleroi	3.814.115,90
5331	Aiseau-Presles/Châtelet/Farciennes	698.265,20
5332	Anderlues/Binche	624.678,74
5333	Erquelines/Estinnes/Lobbès/Merbes-Le-Château	579.292,83
5334	Beaumont/Chimay/Froidchapelle/Momignies/Sivry-Rance	759.214,49
5335	Chapelle-Lez-Herlaimont/Manage/Morlanwelz/Seneffe	813.078,64
5336	Courcelles/Fontaine l'Évêque	775.604,04
5337	Fleurus/Les Bons Villers/Pont-à-Celles	686.083,08
5338	Gerpennes/Ham-Sur-Heure-Nalinnes/Montigny-Le-Tilleul/Thuin	570.367,25
5339	Brussel/Elsene Bruxelles/Ixelles	5.838.685,12
5340	Ganshoren/Jette/Koekelberg/Sint-Agatha-Berchem/Sint-Jans-Molenbeek Ganshoren/Jette/Koekelberg/Berchem-Sainte-Agathe/Molenbeek-Saint-Jean	1.198.298,91
5341	Anderlecht/Sint-Gillis/Vorst Anderlecht/Sint-Gilles/Forest	2.438.916,43
5342	Oudergem/Ukkel/Watermaal-Bosvoorde Auderghem/Uccle/Watermael-Boitsfort	1.527.117,04
5343	Etterbeek/Sint-Lambrechts-Woluwe/Sint-Pieters-Woluwe Etterbeek/Woluwe-Saint-Lambert/Woluwe-Saint-Pierre	1.300.599,29
5344	Evere/Schaarbeek/Sint-Joost-Ten-Node Evere/Schaerbeek/Saint-Josse-Ten-Noode	1.274.134,70

	ZONE DE POLICE - POLITIEZONE	SUBVENTION SOCIALE - SOCIALE TOELAGE
5345	Antwerpen	5.708.719,47
5346	Zwijndrecht	210.776,63
5347	Boom/Hemiksem/Niel/Rumst/Schelle	602.258,01
5348	Kapellen/Stabroek	312.394,19
5349	Aartselaar/Edegem/Hove/Kontich/Lint	650.389,40
5350	Essen/Kalmthout/Wuustwezel	600.297,51
5351	Boechout/Borsbeek/Mortsel/Wijnegem/Wommelgem	562.121,55
5352	Brasschaat	399.670,88
5353	Schoten	330.822,77
5354	Ranst/Zandhoven	399.219,85
5355	Brecht/Malle/Schilde/Zoersel	674.652,50
5356	Bornem/Puurs-Sint-Amands	417.013,43
5359	Bonheiden/Duffel/Putte/Sint-Katelijne-Waver	589.248,68
5360	Lier	478.943,93
5361	Berlaar/Nijlen	422.063,97
5362	Heist-op-den-Berg	437.265,28
5363	Hoogstraten/Merksplas/Rijkevorsel	654.156,28
5364	Baarle-Hertog/Beerse/Kasterlee/Lille/Oud-Turnhout/Turnhout/Vosselaar	1.457.060,21
5365	Herselt/Hulshout/Westerlo	470.045,02
5366	Geel/Laakdal/Meerhout	775.071,45
5367	Arendonk/Ravels/Retie	606.464,20
5368	Balen/Dessel/Mol	720.750,22
5369	Grobbendonk/Herentals/Herenthout/Olen/Vorselaar	671.433,12
5371	Lommel	376.686,04
5372	Hamont-Achel/Pelt	527.058,81
5373	Beringen/Ham/Tessenderlo	716.414,26
5375	Heusden-Zolder	338.040,41
5376	Gingelom/Nieuwerkerken/Sint-Truiden	624.008,08
5377	Hechtel-Eksel/Leopoldsburg/Peer	1.121.771,33
5379	Alken/Borgloon/Heers/Kortesseem/Wellen	789.481,88
5380	Herstappe/Tongeren	825.224,21
5381	Bilzen/Hoeselt/Riemst	922.120,90
5382	Voeren	330.770,45
5383	Dilsen-Stokkem/Maaseik	860.420,20
5388	Leuven	1.144.286,61
5389	Bekkevoort/Geetbets/Glabbeek/Kortenaken/Tielt-Winge	617.554,46
5391	Bierbeek/Boutersem/Holsbeek/Lubbeek	306.217,05
5393	Herent/Kortenberg	318.442,75
5394	Aarschot	336.725,51
5395	Boortmeerbeek/Haacht/Keerbergen	287.512,75
5396	Diest/Scherpenheuvel-Zichem	652.323,82
5399	Begijnendijk/Rotselaar/Tremelo	281.441,03
5400	Zaventem	444.564,45
5401	Kraainem/Wezembeek-Oppem	257.087,73
5402	Hoeilaart/Overijse	335.284,57
5403	Drogenbos/Linkebeek/Sint-Genesius-Rode	292.622,65
5405	Bever/Galmaarden/Gooik/Herne/Lennik/Pepingen	374.904,33
5406	Dilbeek	415.709,95

	ZONE DE POLICE - POLITIEZONE	SUBVENTION SOCIALE - SOCIALE TOELAGE
5407	Affligem/Liedekerke/Roosdaal/Ternat	458.986,88
5408	Asse/Merchtem/Opwijk/Wemmel	704.584,56
5409	Kapelle-op-den-Bos/Londerzeel/Meise	384.195,79
5410	Grimbergen	366.944,89
5411	Machelen/Vilvoorde	575.860,55
5412	Kampenhout/Steenokkerzeel/Zemst	356.694,72
5415	Gent	3.463.451,35
5416	Lochristi/Moerbeke/Wachtebeke/Zelzate	818.807,23
5417	Eeklo/Kaprijke/Sint-Laureins	745.350,46
5418	Destelbergen/Melle/Merelbeke/Oosterzele	621.632,92
5419	De Pinte/Gavere/Nazareth/Sint-Martens-Latem	409.953,73
5421	Assenede/Evergem	565.032,65
5423	Aalter	331.119,60
5424	Maldegem	381.325,06
5425	Kluisbergen/Kruisem/Oudenaarde/Wortegem-Petegem	778.656,81
5426	Brakel/Horebeke/Maarkedal/Zwalm	455.013,68
5427	Ronse	368.679,14
5428	Geraardsbergen/Lierde	430.864,13
5429	Herzele/Sint-Lievens-Houtem/Zottegem	626.225,71
5432	Sint-Niklaas	760.947,93
5433	Kruikebeke/Temse	499.199,40
5434	Lokeren	509.834,13
5435	Hamme/Waasmunster	304.686,56
5436	Berlare/Zele	503.230,66
5437	Buggenhout/Lebbeke	313.371,68
5438	Laarne/Wetteren/Wichelen	532.138,96
5439	Denderleeuw/Haaltert	468.287,00
5440	Aalst	1.017.842,64
5441	Erpe-Mere/Lede	498.060,94
5442	Ninove	426.063,37
5443	Dendermonde	723.019,56
5444	Brugge	1.697.460,36
5445	Blankenberge/Zuienkerke	336.876,42
5446	Damme/Knokke-Heist	589.335,15
5447	Beernem/Oostkamp/Zedelgem	859.873,57
5448	Ardooi/Lichtervelde/Pittem/Ruiselede/Tielt/Wingene	997.343,08
5449	Oostende	857.277,11
5450	Bredene/De Haan	322.585,34
5451	Middelkerke	333.494,00
5452	Gistel/Ichtegem/Jabbeke/Oudenburg/Torhout	925.222,95
5453	Hoogde/Izegem/Roeselare	1.051.406,19
5454	Dentergem/Ingelmunster/Meulebeke/Oostrozebeke/Wielsbeke	487.229,55
5455	Ledegem/Menen/Wevelgem	839.149,66
5456	Kortrijk/Kuurne/Lendelede	1.178.103,30
5457	Anzegem/Avelgem/Spiere-Helkijn/Waregem/Zwevegem	887.978,38
5458	Deerlijk/Harelbeke	280.409,99
5459	Alveringem/Lo-Reninge/Veurne	683.581,53
5460	Diksmuide/Houthulst/Koekelare/Kortemark	978.587,97



	ZONE DE POLICE - POLITIEZONE	SUBVENTION SOCIALE – SOCIALE TOELAGE
5461	De Panne/Koksijde/Nieuwpoort	817.465,47
5462	Heuvelland/Ieper/Langemark-Poelkapelle/Mesen/Moorslede/Poperinge/Staden/Vleteren/Wervik/Zonnebeke	2.164.173,46
5853	Lanaken/Maasmechelen	1.260.164,62
5904	Beveren/Sint-Gillis-Waas/Stekene	1.008.006,95
5905	Beersel/Halle/Sint-Pieters-Leeuw	1.015.882,88
5906	Mechelen/Willebroek	1.270.997,85
5907	Hasselt/Zonhoven/Diepenbeek/Halen/Herk-de-Stad/Lummen	1.867.695,63
5908	Bertem/Huldenberg/Oud-Heverlee/Tervuren	471.095,69
5909	Genk/Zutendaal/As/Oudsbergen/Houthalen-Helchteren/Bocholt/Bree/Kinrooi	2.256.892,03
5910	Landen/Linter/Zoutleeuw/Hoegaarden/Tienen	881.473,13
5911	Deinze/Zulte/Lievegem	999.825,99
	<b>TOTAL – TOTAAL</b>	<b>156.656.796,57 EUR</b>

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 11 décembre 2019 portant l'octroi à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une subvention sociale fédérale pour l'année 2019.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
M. DE BLOCK

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
P. DE CREM

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 11 december 2019 houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale sociale toelage voor het jaar 2019.

Gegeven te Brussel, 11 december 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
M. DE BLOCK

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2019/31096]

**11 DECEMBRE 2019. — Arrêté royal portant l'octroi d'une dotation fédérale pour équipement de maintien de l'ordre public en faveur de la police locale pour l'année 2019**

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature concerne, la dotation pour équipement de maintien de l'ordre public octroyée par l'Autorité fédérale à la commune ou à la zone de police pluricommunale pour le fonctionnement de la police locale durant l'année 2019.

Un montant total de 424.823,81 EUR a été alloué à cette fin pour l'année 2019.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la directive ministérielle MFO-2 du 23 novembre 2017 relative au mécanisme de solidarité entre les zones de police en matière de renforts pour des missions de police administrative (M.B. 6 décembre 2017) est entrée en vigueur. Cette directive fait, sur la base de la nature des missions pour lesquelles les zones apportent (peuvent apporter) un renfort, une distinction entre les zones de police de catégorie HyCap A et HyCap B. Suivant cette directive, la dotation pour équipement de maintien de l'ordre public, qui est attribuée de manière récurrente aux communes et aux zones de police pluricommunales depuis l'année 2003, ne sera plus attribuée qu'aux zones de police HyCap B à titre de soutien financier et aux zones de police HyCap A qui choisissent d'être incorporées dans la catégorie HyCap B via une association ou un accord de coopération structurel. Alors que pour l'année 2018 la répartition précédente a été conservée à titre de période de transition pour de donner aux zones de police de catégorie HyCap A le temps de conclure une association ou un accord de coopération, à partir de l'année 2019, la dotation est attribuée conformément à la directive ministérielle MFO-2 susvisée ;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2019/31096]

**11 DECEMBER 2019. — Koninklijk besluit houdende de toekenning van een federale dotatie voor uitrusting handhaving openbare orde voor de lokale politie voor het jaar 2019**

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb te Uwer ondertekening voor te leggen, betreft een federale dotatie voor de uitrusting handhaving openbare orde aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone voor de werking van de lokale politie voor het jaar 2019.

Een totaal bedrag van 424.823,81 EUR wordt daarom toegekend voor het jaar 2019.

Op 1 januari 2018 trad de Ministeriële richtlijn MFO-2 van 23 november 2017 betreffende het solidariteitsmechanisme tussen de politiezones inzake versterkingen voor opdrachten van bestuurlijke politie (B.S. 6 december 2017), in werking. Deze richtlijn maakt, naar gelang de aard van de opdrachten waarvoor de zones versterking (kunnen) bieden, een onderscheid tussen politiezones van de categorie HyCap A en HyCap B. Volgens de richtlijn zal de dotatie uitrusting handhaving openbare orde, die sinds 2003 recurrent wordt toegekend aan de gemeenten en meergemeentepolitiezones, nog slechts worden toegekend ter financiële ondersteuning van de politiezones HyCap B en aan de politiezones HyCap A die ervoor opteren om, via een associatie of structureel samenwerkingsverband, ingedeeld te worden in de categorie HyCap B. Waar in het jaar 2018 de vroegere verdeling werd gehanteerd aangezien dat jaar werd beschouwd als een overgangperiode om de politiezones van de categorie HyCap A de nodige tijd te gunnen om een associatie of structureel samenwerkingsverband af te sluiten, wordt de dotatie vanaf het jaar 2019 toegekend volgens de bovengenoemde Ministeriële richtlijn MFO-2.